



improve

Conseil
en immobilier
d'entreprise

01 81 72 00 00
improve.fr

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

GRENOBLE

INVESTISSEMENT - BUREAUX - ACTIVITES

T4 2025

01

L'essentiel du marché

25 M€

INVESTISSEMENT GRENOBLE

À rebours du marché national, le marché grenoblois de l'investissement reste largement bridé par les incertitudes géopolitiques, économiques et internationales : seulement 25 millions d'euros ont été investis en 2025, un volume en recul annuel de 62 %.

44 %

PART DE L'I&L

Avec environ 11 millions d'euros échangés (-59 % sur un an), le marché des locaux industriels et logistiques (I&L) concentre 44 % des engagements et se positionne comme la première cible des investisseurs en 2025.

48 551 m²

DEMANDE PLACÉE BUREAUX

48 551 m² ont été commercialisés en 2025, un volume en progression annuelle de 29 %. Rapportée à la moyenne quinquennale, la demande placée accuse néanmoins un repli conséquent, de l'ordre de 25 %.

35 %

PART DU SECTEUR SUD GRENOBLE

Avec 17 157 m² commercialisés, le secteur Sud demeure le premier marché de l'agglomération. Parmi les signatures significatives figurent la prise à bail de plus de 2 750 m² par HPE FRANCE à Saint-Martin-d'Hères ou encore la location de près de 2 600 m² par ECONOCOM à Eybens.

99 003 m²

DEMANDE PLACÉE LOCAUX D'ACTIVITÉS

Avec seulement 99 003 m² commercialisés en 2025, le marché grenoblois des locaux d'activités enregistre son plus mauvais bilan annuel sur plus de 10 ans d'observation. En comparaison avec l'an passé, le volume commercialisé chute de 38 %.

1

NOMBRE DE TRANSACTION > 5 000 M²

L'opération clé en main d'ELS de plus de 9 700 m² à Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs est l'unique transaction supérieure à 5 000 m² enregistrée en 2025. Hors compte propre, aucune opération ne dépasse les 3 600 m².

02

L'actualité économique

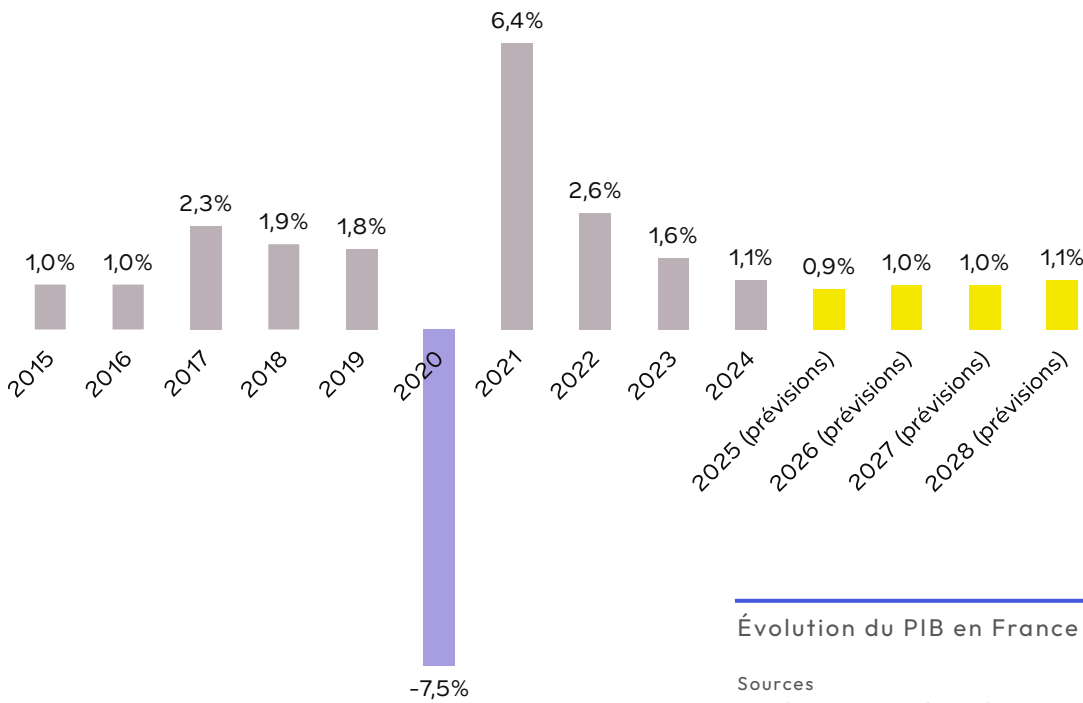
Une économie française plus résiliente qu'attendue

Tout au long de l'année 2025, l'actualité a été marquée par une succession d'événements majeurs : conflits au Proche et Moyen-Orient, poursuite de la guerre en Ukraine et nouvelle politique douanière américaine... Avec l'arrestation du président vénézuélien et la réitération des velléités expansionnistes américaines au Groenland, le début d'année 2026 ne connaît pour le moment aucun apaisement.

Dans ce contexte géopolitique tendu, la Banque centrale européenne a maintenu pour la quatrième fois consécutive ses taux directeurs inchangés : le taux de dépôt demeure à 2,00 % (-100 points de base sur un an). En outre, l'institution monétaire reste prudente quant aux perspectives d'évolution pour 2026. Dans l'hypothèse où la Réserve fédérale des États-Unis procéderait sous l'impulsion de son nouveau président à un cycle de baisse des taux, la BCE pourrait être obligée de faire de même. À l'inverse, les tenants les plus stricts de l'orthodoxie budgétaire ont d'ores et déjà évoqué

l'éventualité d'une hausse des taux en fin d'année 2026, nécessaire en cas de reprise de l'inflation à la suite d'une nouvelle crise géopolitique.

Ces incertitudes pèsent sur l'économie européenne : selon la dernière publication d'Eurostat, le PIB de la zone euro ne progresse trimestriellement que de 0,2 % au troisième trimestre 2025 quand l'emploi salarié est quasi stable à + 0,1 %. Toutefois, de grandes divergences existent d'un pays à l'autre : l'Allemagne devrait enregistrer une croissance annuelle quasi nulle quand l'Espagne devrait voir son PIB progresser de près de 3 %.



Dans cet environnement sous tension, la situation française apparaît plus que contrastée. Ainsi, la Banque de France a une nouvelle fois amélioré ses prévisions de croissance pour l'année 2025 (+ 0,9 %) grâce à un pic d'activité au troisième trimestre porté par une hausse des exportations, de la consommation publique et de l'investissement des entreprises. Cette progression des exportations, en particulier dans le secteur aérospatial, profite directement à l'industrie française. À rebours du repli de l'indice PMI HCOB de la production manufacturière dans la zone euro sous son seuil de 50 points en décembre, l'indice de la France atteint 50,7 points, soit son plus haut niveau depuis plus de trois ans et demi.

L'industrie française profite également d'une meilleure maîtrise de l'inflation en France (+ 0,7 % selon l'indice des prix à la consommation harmonisé contre 2,4 % en zone euro) et notamment d'une baisse marquée des prix de l'énergie. Cette modération de l'inflation, couplée à une progression continue de la productivité depuis 2023, renforce la compétitivité de la France et offre de bons motifs d'espoir pour les entreprises en 2026. De ce fait, l'indicateur synthétique du climat des affaires enregistre une embellie et se rapproche, à 99 points en décembre, de sa moyenne de longue période, voire pour l'industrie, de la dépasser à 102 points.

Toutefois, ces bonnes nouvelles ne doivent pas éclipser une conjoncture politique toujours incertaine : la stabilité du gouvernement Lecornu II reste fragile et le marathon budgétaire n'a, début janvier 2026, toujours pas abouti. Au cœur de ces discussions figurent notamment l'épineuse problématique de la dette, en particulier après sa nouvelle augmentation : elle s'établit à la fin du troisième trimestre 2025 à 117,4 % du PIB, soit une hausse trimestrielle de 1,7 point.

Cet important niveau de dette provoque également une nouvelle hausse des obligations assimilables du Trésor (OAT) à 10 ans, avec un point culminant à 3,63 % le 5 janvier, soit son plus haut niveau depuis 2011 et la crise des dettes souveraines dans la zone euro. Il convient toutefois de souligner que la France n'est pas le seul pays européen à voir ses taux progresser. Ainsi, en dépit de cette nouvelle augmentation des OAT, le spread avec l'indice de référence du Bund allemand s'est contracté à 72 points de base contre 85 points de base début octobre.

Ces incertitudes pèsent également sur l'emploi : le taux de chômage en France (hors Mayotte) atteint 7,7 % au troisième trimestre 2025, en progression annuelle de 30 points de base. Avec près de 68 300 défaillances d'entreprises enregistrées entre décembre 2024 et novembre 2025 (dont plus de 62 000 microentreprises ou entreprises de taille indéterminée), le nombre de faillites reste particulièrement préoccupant. En comparaison avec la même période de 2024, ce chiffre progresse de 4,4 % et est surtout 15,1 % supérieur à la moyenne de long cours (2010-2019).

Le statu quo monétaire de la BCE se traduit en France par une nouvelle baisse du taux d'usure des prêts compris entre 10 et 20 ans. À 4,59 %, il se contracte annuellement de 121 points de base. Cette maîtrise de l'évolution des taux a permis aux investisseurs de retrouver un peu de visibilité et a contribué à la reprise du marché de l'investissement.

Sources
BANQUE CENTRALE EUROPEENNE,
BANQUE DE FRANCE, EUROSTAT,
INSEE, S&P GLOBAL, LES ECHOS,
IMMPROVE

Chiffres-clés
source INSEE

+ 7,7 %
Taux de chômage
au T3 2025

+ 0,7 %
Indice des prix à la
consommation
Variation annuelle en décembre 2025

90
Confiance des ménages
Décembre 2025

98,7
Climat des affaires
Décembre 2025

03

▲ **13,7 milliards €**
Investissement en France
(tous types d'actif)
+ 8 %
Evolution annuelle



L'investissement en France

Les premiers signes encourageants de reprise

Après un ralentissement de l'activité au cours des deux précédents trimestres, le marché de l'investissement en immobilier d'entreprise (bureaux, locaux commerciaux, entrepôts logistiques et locaux industriels) retrouve de l'allant : près de 5 milliards d'euros ont été engagés en France au cours du quatrième trimestre 2025. Sur l'ensemble de l'année, l'investissement national dépasse les 13,7 milliards d'euros, un montant en progression annuelle de 8 %.

Si la stabilisation des taux directeurs et le reflux de l'inflation ont offert plus de lisibilité aux investisseurs et ont permis cette première reprise de l'activité, le marché de l'investissement demeure ralenti. Rapportées à la moyenne quinquennale, les sommes échangées se replient de 35 %.

Cette fin d'année a notamment été marquée par une nouvelle transaction de très grande envergure avec l'acquisition du centre d'affaires Paris Trocadéro par BLACKSTONE auprès d'UNION INVESTMENT pour environ 700 millions d'euros, principale opération tertiaire de l'année. Sept autres signatures > 100 millions d'euros ont été actées au cours des trois derniers mois à l'instar des arbitrages dans le 13^e arrondissement de Paris des immeubles 47 Austerlitz par BNP PARIBAS REIM et Insight par DWS, tous les deux au profit d'AERMONT CAPITAL, ou encore la cession de l'immeuble de bureaux Bloom (Paris 12) par PRAEMIA en faveur de GECINA. En tout, 5 de ces 8 grandes transactions concernent Paris et mettent une nouvelle fois l'accent sur l'hyper-sélectivité des investisseurs qui ont, tout au long de l'année, largement privilégié les opérations core, et plus particulièrement, dans les territoires les plus centraux.

Au total, 22 opérations > 100 millions d'euros ont été recensées en 2025, elles totalisent plus de 4,9 milliards d'euros, soit 36 % des sommes investies en France. Ce volume affiche une progression annuelle marquée, de l'ordre de 22 %, mais demeure 46 % sous la moyenne quinquennale.

Avec 4 milliards d'euros investis, les transactions comprises entre 20 et 50 millions forment le deuxième segment le plus actif en 2025, un volume en progression annuelle de 17 % mais en repli de 15 % par rapport à la moyenne de longue période.

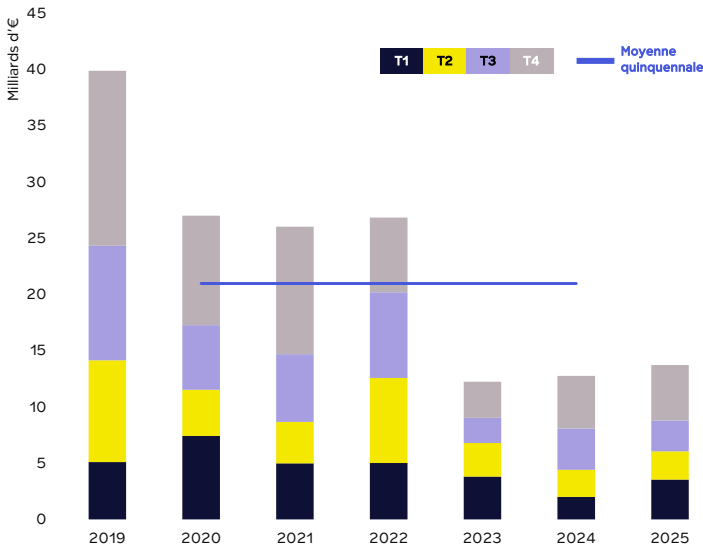
Dans la continuité du troisième trimestre, un regain d'activité est notable sur la tranche des deals compris entre 50 et 100 millions d'euros : 19 des 29 signatures recensées sur ce segment de marché ont ainsi été actées au second semestre. Il demeure toutefois insuffisant pour compenser la faible activité du début d'année : avec 2 milliards d'euros engagés, cette tranche accuse un repli annuel de 14 % et surtout 47 % sous sa moyenne sur cinq ans.

Les petites opérations (< 20 millions d'euros) se sont montrées plus résilientes mais affichent tout de même un bilan négatif : avec 2,8 milliards d'euros, elles reculent annuellement de 5 % et se situent 18 % sous la moyenne quinquennale.

À l'heure actuelle, la persistance d'incertitudes internationales comme nationales ne permet pas d'avoir des perspectives fiables sur l'année 2026. Néanmoins, plusieurs indicateurs tendent à indiquer que le regain de forme aperçu en cette fin d'exercice 2025 pourrait préfigurer une reprise plus durable du marché de l'investissement en France. Tout d'abord, il convient de souligner que les demandes exprimées par les investisseurs ne faiblissent pas. Plusieurs très grandes transactions sont d'ores et déjà à des stades avancés de négociation et devraient être finalisées dans les prochaines semaines à l'image de l'acquisition du portefeuille industriel de PROUDREED par BLACKSTONE ou encore de la cession du Marignan sur les Champs-Élysées. Dans la continuité de 2025, l'activité devrait également être alimentée par la nécessité de certains acteurs, en particulier les SCPI, de poursuivre leur stratégie de rotation d'actifs et donc de présenter certains biens à l'arbitrage. Enfin, le marché devrait également être alimenté par une accélération des opérations de redéveloppement : l'évolution du cadre légal pourrait permettre de faciliter la transformation de bureaux en logement et l'explosion des besoins liés à l'intelligence artificielle pourrait offrir un avenir nouveau comme data center à certains actifs en déshérence.

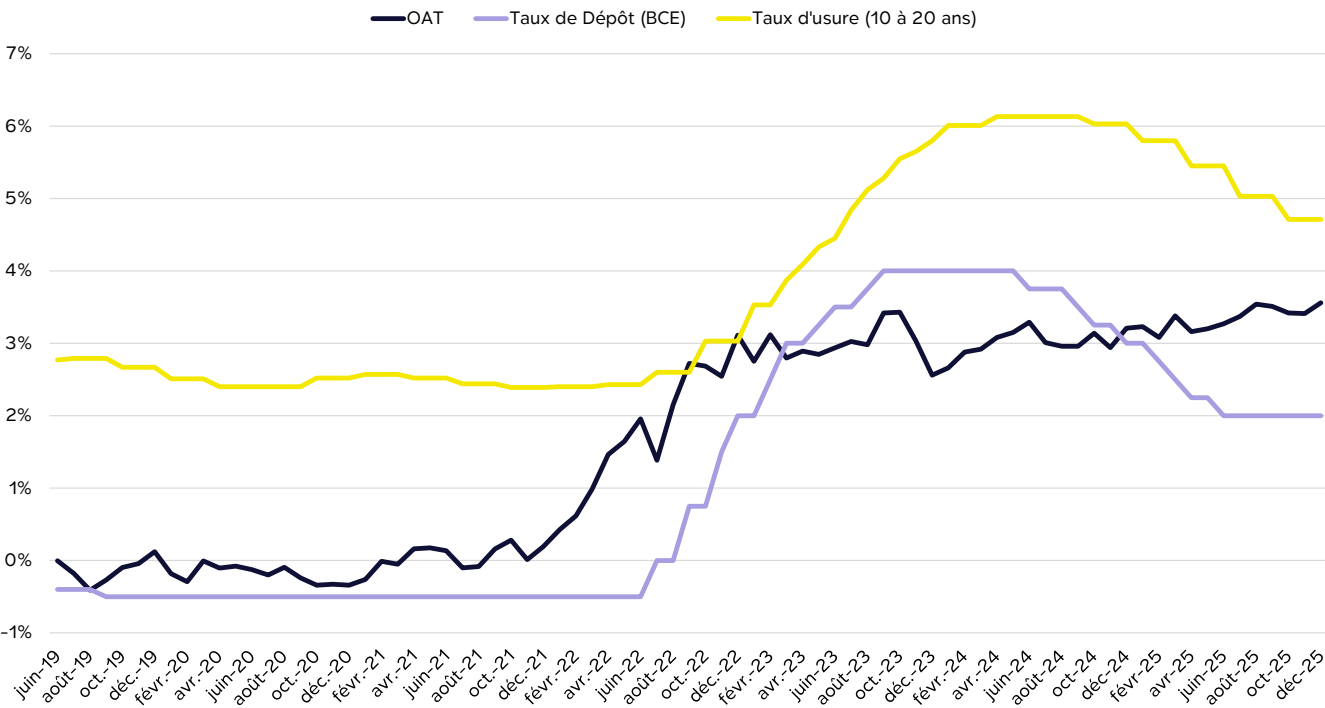
Il convient toutefois de rester prudent : une nouvelle dégradation de la conjoncture économique ou politique pourrait provoquer un nouveau coup d'arrêt du marché, d'autant plus à l'heure où les pays du sud de l'Europe, Espagne en tête, apparaissent de plus en plus comme des marchés de repli grâce à une économie plus dynamique et à des taux plus attractifs.

Sources
IMMOSTAT, IMPPROVE



Historique des montants investis en France

Sources
IMMOSTAT, IMPPROVE

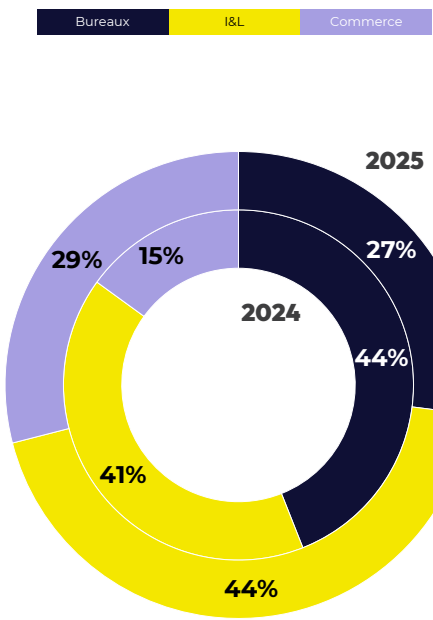
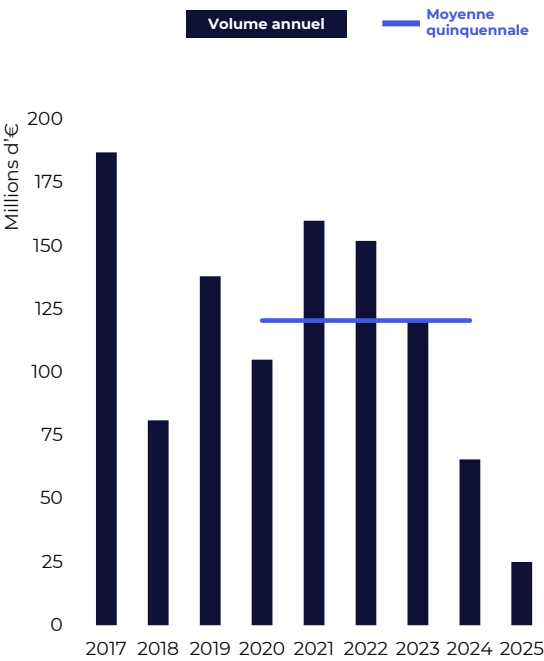


Évolution des taux (à fin de période)

Sources
BANQUE DE FRANCE, BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

▼ **25 millions €**
Investissement dans la
métropole Grenobloise
(tous types d'actif)

- 62 %
Evolution annuelle
Sources : FNAIM 38, IMMPROVE.



04

L'investissement dans la métropole grenobloise

L'attentisme des investisseurs persiste

À rebours du marché national, le marché grenoblois de l'investissement en immobilier d'entreprise (bureaux, locaux commerciaux, locaux industriels et entrepôts logistiques) reste largement bridé par les incertitudes géopolitiques, économiques et internationales.

Selon les données compilées par la FNAIM Entreprises 38, seulement 25 millions d'euros ont été investis en 2025, un volume en repli annuel de 62 %. Rapporté à la moyenne quinquennale, ce recul est encore plus conséquent, de l'ordre de 79 %.

Parmi la quinzaine d'opérations recensées en 2025, aucune ne dépasse les 10 millions d'euros. L'acquisition d'un ensemble composé de 3 cellules commerciales d'une surface totale de près de 6 900 m² à Échirolles par IROKO pour plus de 7 millions d'euros est la principale signature de l'année et la seule supérieure à 5 millions d'euros. En outre, il s'agit de l'une des trois transactions non réalisées par un acteur privé : cette configuration de marché témoigne de l'extrême prudence des investisseurs traditionnels.

Avec environ 11 millions d'euros échangés (-59 % sur un an), le marché des locaux industriels et logistiques (I&L) concentre 44 % des engagements et se positionne comme la première cible des investisseurs en 2025. La cession d'un local d'activités de près de 4 000 m² à Voiron par ECL au profit de SOGENIAL pour plus de 4 millions d'euros est la signature majeure de l'année. 6 autres deals I&L sont recensés, tous inférieurs à 2 millions d'euros.

La transaction d'IROKO est l'unique opération concernant des locaux commerciaux mais, dans ce contexte de marché fortement ralenti, elle est suffisante pour permettre au commerce de concentrer 29 % des sommes investies. En comparaison avec l'an passé, ce marché présente un repli plus modéré que les autres classes d'actifs, de l'ordre d'environ 25 %.

Enfin, 6 actifs de bureaux (dont un actif mixte à dominante bureaux) ont été cédés, tous pour un montant inférieur à 2 millions d'euros. Au total, le marché des bureaux concentre 27 % des investissements, soit 6,8 millions d'euros (-77 % sur un an). Ce marché a uniquement été animé par des acteurs privés, confirmant ainsi la réticence des investisseurs institutionnels, fonds et foncières d'envergure à pénétrer les marchés régionaux en dehors des principales métropoles.

Dans ce contexte international et national toujours incertain, la correction des valeurs entamée en 2024 s'est poursuivie tout au long de l'année 2025 : le taux *prime* des bureaux affiche une progression annuelle de 29 points de base pour atteindre 7,00 %. Les locaux d'activités *prime* enregistrent une hausse encore plus soutenue : le taux progresse de 75 points de base et affiche désormais 7,50 %.

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE

Évolution des montants investis

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE

Répartition par classe d'actif

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE





05

Bureaux : marché utilisateur

Un marché soutenu par les grands utilisateurs

Selon les données publiées par la FNAIM Entreprises 38, 48 551 m² ont été commercialisés en 2025, un volume en progression annuelle de 29 %, et ce, en dépit d'un nombre de signatures en baisse.

En effet, seulement 100 signatures ont été actées en 2025 contre 124 un an auparavant. Rapportée à la moyenne quinquennale, la demande placée accuse néanmoins un repli conséquent, de l'ordre de 25 %.

L'activité transactionnelle a largement été soutenue par les grandes transactions : 10 transactions supérieures à 1 000 m² ont été enregistrées en 2025 contre 4 l'an passé. Ces signatures concentrent près de la moitié du volume commercialisé, soit 22 311 m² (+ 104 % sur un an). À l'inverse, le marché des bureaux < 1 000 m² se contracte annuellement de 2 % avec seulement 26 240 m² commercialisés en 2025.

Le programme clé en main de BIOMÉRIEUX de près de 3 700 m² dans le secteur de la Presqu'île de Grenoble est la principale opération de l'année et l'une des 4 grandes transactions neuves. Parmi les autres signatures significatives de première main figurent la prise à bail de plus de 2 750 m² par HPE FRANCE à Saint-Martin-d'Hères ou encore la location d'environ 1 500 m² par VERKOR également sur la Presqu'île. Ces transactions témoignent de la forte appétence des grands utilisateurs pour les immeubles neufs et répondant aux enjeux énergétiques et environnementaux.

Au total, 27 opérations neuves ont été actées en 2025, soit 18 385 m² transactés (+ 41 %). Dans ces conditions, les surfaces de première main concentrent 38 % de la demande placée, une part de marché en progression annuelle de 3 points. Avec 62 % des commercialisations, les surfaces de seconde main demeurent le cœur du marché et affichent une croissance annuelle de la demande placée de 22 %, soit 30 166 m² commercialisés en 2025.

Porté par les grandes transactions neuves de la Presqu'île, auxquelles vient également s'ajouter la prise à bail de près de 3 000 m² de seconde main par l'ÉCOLE SCHNEIDER ELECTRIC, le secteur Grenoble intramuros enregistre la plus forte progression annuelle de la demande placée, de l'ordre de 52 %. Avec 15 034 m² commercialisés, ce secteur concentre 31 % de l'activité transactionnelle, une part de marché en hausse annuelle de 5 points.

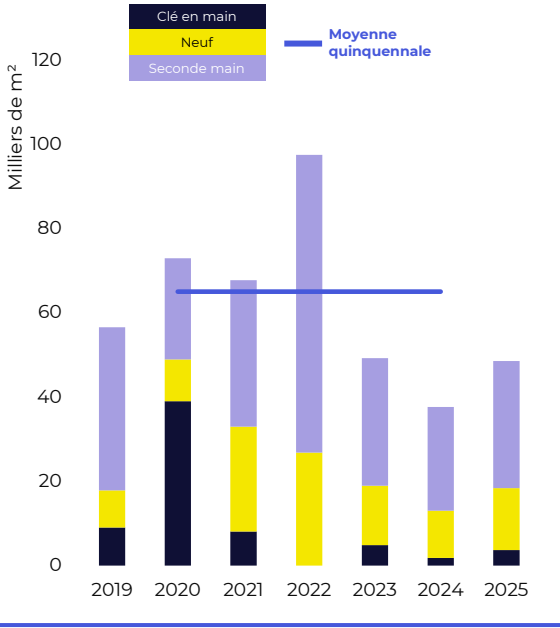
Avec 35 % de la demande placée, le secteur Sud demeure néanmoins le premier marché à l'échelle de l'agglomération (17 157 m² ; + 7 % sur un an). Outre la signature de HPE FRANCE, ce secteur enregistre une autre opération de plus de 2 000 m² : la prise à bail de près de 2 600 m² par ECONOCOM à Eybens.

Avec 13 635 m², le secteur du Grésivaudan affiche également une croissance annuelle soutenue (+ 43 %) et enregistre les deux principales ventes utilisateurs de l'année : l'acquisition de 2 600 m² à Meylan par IXEAL et les 1 700 m² acquis par SINTEGRA à Montbonnot-Saint-Martin.

Enfin, le secteur Nord de l'agglomération est le seul à se contracter sur un an : seulement 8 transactions ont été actées, soit 2 725 m² (-19 %).

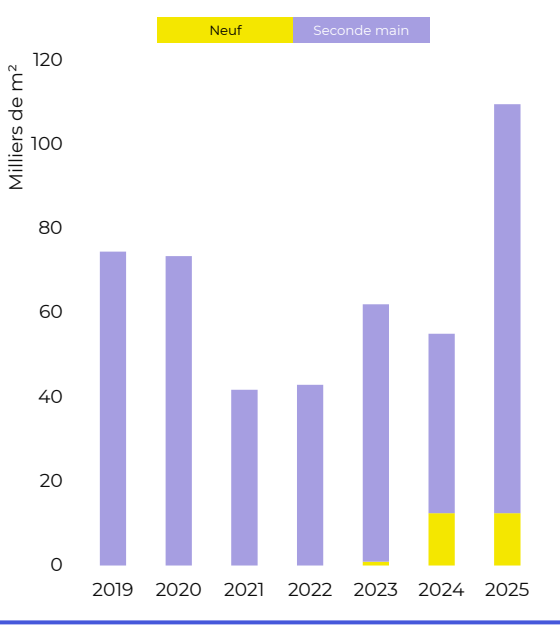
Toujours selon les données de la FNAIM Entreprises 38, le phénomène de consolidation de l'offre se poursuit : 188 367 m² de bureaux sont disponibles en fin d'année 2025, un volume en progression annuelle de 11 %. Toutefois, deux tendances divergentes se dessinent : l'offre neuve se contracte (38 375 m² disponibles ; -10 % sur un an) quand le stock de seconde main augmente (149 992 m² ; + 18 %). L'intérêt toujours plus marqué des entreprises pour des surfaces neuves devrait continuer à renforcer cette situation dans les prochaines années surtout que seuls 14 programmes neufs sont actuellement en pré-commercialisation, soit 70 500 m² supplémentaires.

Dans ces conditions, les valeurs locatives neuves pour des immeubles situés à Grenoble sont orientées à la hausse : ces bureaux se louent généralement entre 175 et 210 €/m²/an. En dehors de cette progression du loyer *prime*, les valeurs locatives sont relativement stables : les surfaces de seconde main se louent généralement entre 120 et 165 €/m²/an à Grenoble intramuros quand les loyers du secteur du Grésivaudan sont plutôt compris entre 100 et 140 €/m²/an et entre 90 et 145 €/m²/an pour les autres communes périphériques. En dehors de Grenoble, les valeurs neuves sont aussi plutôt stables : la fourchette est comprise entre 175 et 190 €/m²/an pour le Grésivaudan et entre 160 et 180 €/m²/an pour le reste de l'agglomération.



Évolution de la demande placée

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE



Évolution de l'offre disponible

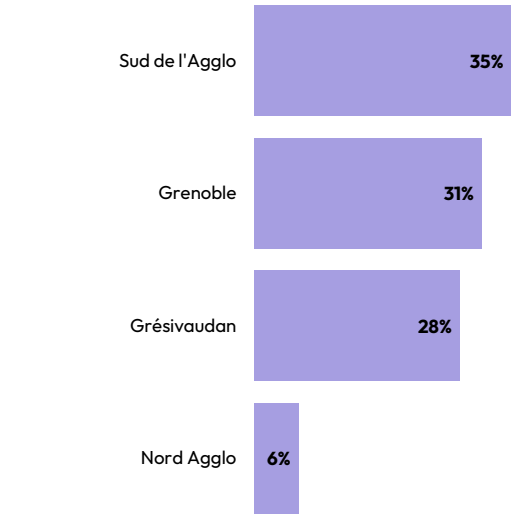
Sources
FNAIM 38, IMMPROVE

Les bureaux (suite)

La configuration sur-offreuse du marché provoque également une hausse des mesures d'accompagnement, généralement comprises entre 1,5 mois et 2 mois par année d'engagement contre seulement 1 mois précédemment.

À l'instar des valeurs locatives, les valeurs vénales des immeubles neufs les mieux situés sont orientées à la hausse : le prix *prime* à Grenoble dépasse les 3 000 €/m². Cette progression s'explique par la raréfaction de l'offre neuve, en particulier à la vente dans le secteur de la Presqu'île. En dehors de ces valeurs, les prix de vente sont relativement stables pour les surfaces neuves : entre 2 600 et 2 900 €/m² en fonction de leur localisation. À l'inverse, les valeurs de seconde main suivent une tendance baissière : dans le centre-ville de Grenoble, ces surfaces se cèdent entre 1 350 et 2 220 €/m² contre une fourchette comprise entre 1 100 et 2 000 €/m² pour le Grésivaudan et entre 950 et 1 600 €/m² pour le reste de l'agglomération.

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE



Répartition géographique de la demande placée

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE



06

Locaux d'activités : le marché utilisateur

Un décrochage en 2025

Toujours selon les données publiées par la FNAIM Entreprises 38, le marché des locaux d'activités dans la métropole iséroise n'a pas reproduit son excellente performance de 2024.

Avec seulement 99 003 m² commercialisés en 2025, il s'agit même du plus mauvais bilan annuel sur plus de 10 ans d'observation. En comparaison avec l'an passé, le volume commercialisé chute de 38 % et se situe également 23 % en-deçà de la moyenne quinquennale.

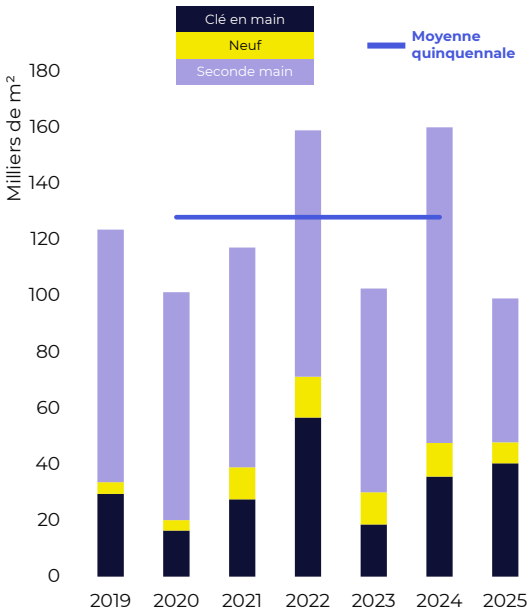
Le ralentissement de l'activité transactionnelle est particulièrement visible sur le segment des locaux de seconde main : seulement 51 201 m² ont été commercialisés en 2025, soit une baisse annuelle de près de 55 %. Il convient toutefois de nuancer ce recul en rappelant que le marché avait été animé en 2024 par deux signatures de très grande envergure : l'acquisition de près de 30 000 m² par BSO à Eybens (ancien site HP) et la cession des locaux précédemment occupés par SCHNEIDER à Montbonnot (19 700 m²) au profit de FRAMATOME. En comparaison, l'acquisition de 3 600 m² par ANNEXX à Grenoble Sud est la principale signature (hors compte propre) enregistrée en 2025. Les commercialisations neuves accusent également un ralentissement conséquent : largement contraint par la pénurie d'offre de première main, il atteint 38 %, soit seulement 7 491 m² transactés en 2025.

Confrontés à ces tensions à l'offre et désireux de disposer de locaux neufs, certains utilisateurs se tournent vers des opérations clé en main. Ainsi, 40 311 m² ont été commercialisés au travers de ce type de transaction en 2025, un volume en progression annuelle de 13 %. Parmi les comptes propres d'envergure figurent les futurs sites d'ELS de plus de 9 700 m² à Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs (unique transaction supérieure à 5 000 m² en 2025) et d'ARTI PRO à Domène (4 132 m²).

La libération de plusieurs sites industriels de grande taille provoque une forte croissance de l'offre disponible : fin 2025, 109 468 m² sont vacants, un volume deux fois supérieur à celui de fin 2024. Cette augmentation des disponibilités doit toutefois être relativisée : l'offre neuve reste particulièrement rare (12 431 m², stable sur un an). De manière générale, les produits les plus recherchés par les utilisateurs (bâtiments neufs ou récents, locaux indépendants avec une réserve foncière importante, surfaces disponibles à la vente) tendent à se raréfier.

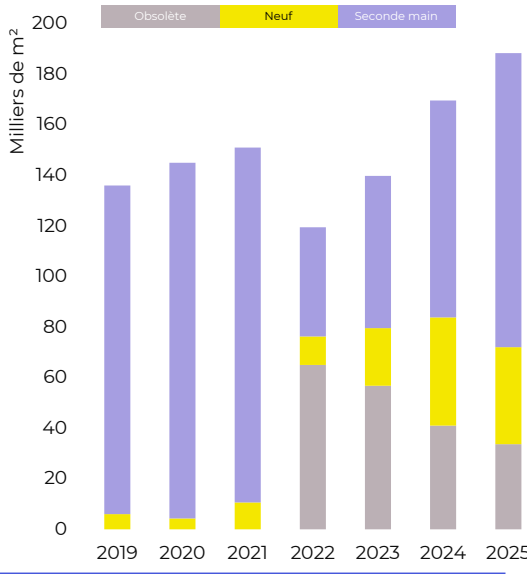
Dans ces conditions, les valeurs locatives de première main sont orientées à la hausse : elles sont généralement comprises entre 90 et 110 €/m²/an. Pour les projets clé en main locatifs, les loyers peuvent atteindre 120 €/m²/an. À l'inverse, la croissance de l'offre de seconde main provoque une certaine stabilité des valeurs de seconde main : ces locaux se louent majoritairement entre 50 et 80 €/m²/an en fonction de leur qualité et de leur localisation. Une stabilité similaire est observable pour les valeurs vénales : les locaux neufs se cèdent entre 1 250 et 1 450 €/m², tandis que les surfaces de seconde main se négocient entre 450 et 1 100 €/m².

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE



Évolution de la demande placée

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE



Évolution de l'offre disponible

Sources
FNAIM 38, IMMPROVE

+ de 21 000

CLIENTS DÉJÀ INSTALLÉS

+ de 7 600

OFFRES À VOUS PROPOSER

15 ANS

D'EXPÉRIENCE

16 AGENCES

9 EN ÎLE-DE-FRANCE ET 7 EN RÉGION



6 DÉPARTEMENTS

AU SERVICE DE VOS AMBITIONS IMMOBILIÈRES



Agence



**Capital
Market**



**Corporate
Services**



Commerce



**Gestion
Locative**



**Conseil
Utilisateurs**

immprove

Quentin GRAFF
Directeur Études
Email: qgraff@immprove.fr

Emilie RENTE
Chargée d'études
Email: erente@immprove.fr

Camille VIGNAUD
Responsable Communication
Email: cvignaud@immprove.fr

Léa MAZZA
Chargée de Marketing & Communication
Email: lmazza@immprove.fr

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

GRENOBLE
INVESTISSEMENT
BUREAUX
ACTIVITES

improve